

RAPPORT DE PRÉSENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2011

**RAPPORT DE PRESENTATION
DU COMPTE ADMINISTRATIF 2011**

SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL.....	Page 3
LES RESULTATS DU BUDGET PRINCIPAL.....	Page 4
I) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	Page 5
I-1) LES IMPOTS ET TAXES.....	Page 6
I-2) LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS RECUES.....	Page 9
I-3) LES PRODUITS D'EXPLOITATION.....	Page 11
I-4) LESAUTRES PRODUITS.....	Page 12
II) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	Page 13
III) LA REPARTITION PAR FONCTION DES RECETTES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Page 15
IV) L'EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RATIOS FINANCIERS	Page 19
V) LES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT.....	Page 20
VI) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	Page 21
VII) L'ENCOURS DE LA DETTE.....	Page 22
LES BUDGETS ANNEXES.....	Page 24

EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE EN M€
(hors mouvements d'ordre patrimoniaux)

	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	EVOLUTION 2011/2010	
						VALEUR	%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)	184,70	182,32	183,72	192,98	194,31	1,33	0,69%
DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT (b)	165,32	166,90	168,63	171,02	172,40	1,38	0,81%
EPARGNE BRUTE (c=a-b)	19,38	15,42	15,09	21,96	21,91	-0,05	-0,23%
CAPITAL DE LA DETTE REMBOURSE (y compris CLTR) (d)	17,59	13,40	12,61	9,50	10,86	1,36	14,32%
EPARGNE NETTE (f=c-d)	1,79	2,02	2,48	12,46	11,05	-1,41	-11,32%
RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (g)	21,96	21,12	17,89	23,50	22,07	-1,43	-6,09%
EMPRUNTS NOUVEAUX (h)	17,94	10,87	11,00	9,00	8,76	-0,24	-2,67%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (i)	31,23	26,80	29,06	33,26	29,74	-3,52	-10,58%
- dont programmes d'équipement	30,38	26,60	28,07	32,60	29,61	-2,99	-9,17%
SOLDE DE L'EXERCICE (j=f+g+h-i)	10,46	7,21	2,32	11,70	12,14	0,44	3,74%
RESULTAT REPORTE N-1 (k)	-9,00	-7,83	-5,26	-9,29	-3,00	6,29	-67,71%
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (l=k+j)	1,46	-0,62	-2,94	2,41	9,14	6,73	279,05%
SOLDE DES RESTES A REALISER (m)	3,52	5,47	5,92	6,19	-0,26	-6,45	-104,20%
DISPONIBLE REEL (l+m)	4,98	4,85	2,98	8,60	8,88	0,28	3,23%

PRESENTATION GENERALE

L'année 2011 confirme la bonne tenue des principaux indicateurs permettant de mesurer la santé financière de la Ville dans un contexte national et international peu propice à la restauration des comptes des collectivités locales.

La croissance soutenue des recettes fiscales directes et indirectes (+3% soit +3,5M€), sans augmentation des taux d'imposition des taxes ménages, est venue compenser la réduction des concours financiers de l'Etat, en baisse de -3,21% (-1,4M€). Globalement, les recettes réelles de fonctionnement n'ont augmenté que de +0,69% (+1,3M€) en s'appuyant sur une revalorisation moyenne des tarifs de 1,5%.

Du côté des dépenses réelles de fonctionnement, la variation constatée de +0,81% (+1,4M€) est largement inférieure au taux d'inflation de l'année 2011, arrêté à 2,1%. Cette évolution des charges est particulièrement visible sur le poste des frais de personnel qui diminue comptablement de -2,4% (-2,5M€) en tenant compte du transfert de charges résultant de la création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) "Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Tours, Angers, Le Mans".

Cette progression relativement uniforme des dépenses et recettes courantes permet de stabiliser l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement qui ressort à l'identique de celui de 2010 soit 21,9M€.

En revanche, la progression du capital remboursé (+1,4M€), liée à une accentuation du désendettement de la Ville, vient obérer le montant de l'épargne nette (11M€ en 2011 contre 12,5M€ en 2010).

L'encours de la dette est en diminution de 2,1M€ pour s'élever à 241,5M€ au 31/12/2011, la Ville continuant à rembourser plus de capital (10,9M€) qu'à mobiliser d'emprunts nouveaux (8,8M€).

La bonne tenue des ressources propres d'investissement (22M€), hors emprunt, provenant surtout des participations reçues, contribue à autofinancer (70%) une majeure partie des dépenses d'équipement.

Le volume global du programme d'équipements (29,6M€) est inférieur à celui constaté en 2010, année atypique résultant du versement de deux années du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA), mais retrouve un niveau de réalisation conforme aux exercices passés.

Le résultat de clôture se solde par un excédent global de 9,1M€. Si l'on intègre à ce montant le déficit des restes à réaliser de la section d'investissement (-0,26M€), le disponible réel ressort à 8,9M€ (contre 8,6M€ en 2010).

**BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE DE TOURS
RESULTAT DE L'EXERCICE 2011**

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Autorisations budgétaires (*)	103 661 604,15	204 305 069,59	307 966 673,74
- Réalisations - Titres émis	62 247 266,59	198 696 334,83	260 943 601,42
- Restes à réaliser	11 762 268,16		11 762 268,16
DEPENSES			
- Autorisations budgétaires (*)	103 661 604,15	204 305 069,59	307 966 673,74
- Réalisations - Mandats émis	60 730 989,79	188 074 907,24	248 805 897,03
- Restes à réaliser	12 023 564,60		12 023 564,60
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou déficit	1 516 276,80	10 621 427,59	12 137 704,39
RESTES A REALISER			
- Excédent ou déficit	-261 296,44		-261 296,44

(*) Incluant un autofinancement de 12 079 396,25€

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2011

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'investissement</i>	<i>Résultat de l'exercice 2011</i>	<i>Résultat de clôture 2011</i>
INVESTISSEMENT	-11 602 920,50	-	1 516 276,80	-10 086 643,70
FONCTIONNEMENT	14 015 947,44	-5 407 013,00	10 621 427,59	19 230 362,03
TOTAL	2 413 026,94		12 137 704,39	9 143 718,33

LES RESULTATS

Le **résultat de l'exercice** 2011 dégage un excédent global de 12,1M€ (contre 11,7M€ en 2010), réparti comme suit :

- * +10,6M€ pour la section de fonctionnement (contre 11M€ en 2010) ;
- * +1,5M€ pour la section d'investissement (contre 0,7M€ en 2010).

La gestion des opérations courantes de l'année (hors excédent reporté de 2010 soit 8,6M€), retracées en section de fonctionnement, a permis de dégager un solde positif de 10,6M€ soit un montant pratiquement équivalent à celui de 2010 (11M€).

Pour la section d'investissement, (hors déficit d'investissement reporté soit 11,6M€), le solde de la gestion de l'exercice 2011 ressort à 1,5M€ soit un montant légèrement supérieur à celui de l'exercice passé.

L'excédent global de clôture, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'établit à +9,1M€ (contre +2,4M€ en 2010), soit :

- * +19,2M€ pour le fonctionnement (contre +14M€ en 2010) ;
- * -10,1M€ pour l'investissement (-11,6M€ en 2010).

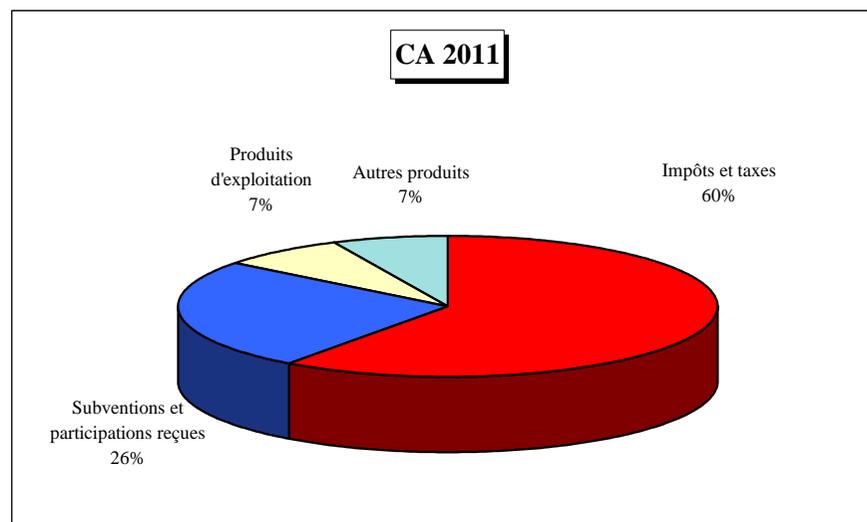
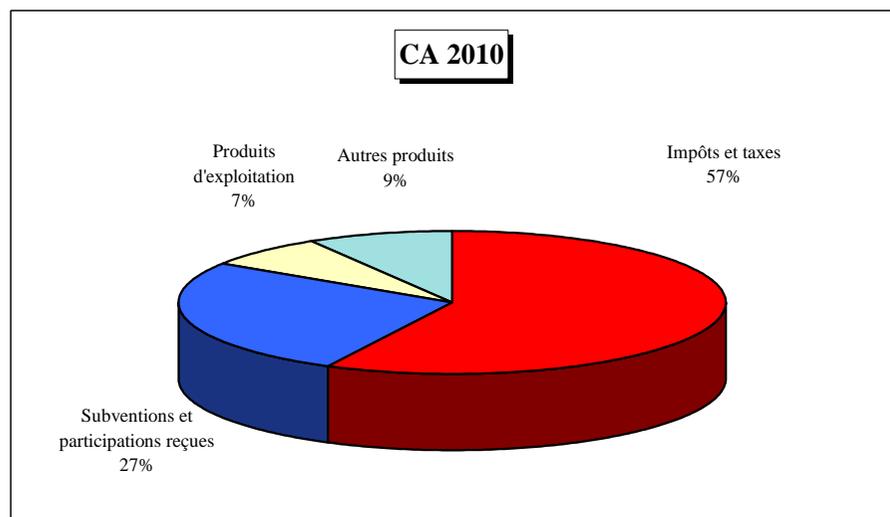
Cet excédent global de 9,1M€ correspond, en comptabilité budgétaire, au fonds de roulement de la collectivité et s'analyse comme la somme des excédents définitifs dégagés par la Ville.

Compte tenu du solde négatif des restes à réaliser d'investissement (-0,26M€ contre 6,2M€ en 2010), le besoin de financement de la section d'investissement doit être arrêté à 10,3M€.

Ainsi, après l'affectation de cette somme à partir de l'excédent global de fonctionnement (19,2M€), le disponible réel dégagé à la clôture de l'exercice 2011 s'établit à 8,9M€ contre 8,6M€ en 2010.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	Montant	% d'évolution
Impôts et taxes	106 521 970	107 219 847	110 109 435	115 581 842	119 045 414	3 463 572	3,00%
<i>Produits des impôts directs (dont reversements Tours plus)</i>	91 955 400	92 138 318	97 762 919	99 258 416	101 429 021	2 170 605	2,19%
<i>Impôts et taxes indirects</i>	9 180 227	10 058 715	7 939 869	11 822 476	13 181 061	1 358 585	11,49%
<i>Allocations compensatrices</i>	5 386 342	5 022 814	4 406 647	4 500 950	4 435 332	-65 618	-1,46%
Subventions et participations reçues	51 013 878	51 282 167	50 900 330	53 512 517	51 118 020	-2 394 497	-4,47%
<i>Concours financiers de l'Etat</i>	42 060 321	42 384 854	42 759 190	43 176 682	41 943 993	-1 232 689	-2,85%
<i>Subventions de fonctionnement</i>	8 953 557	8 897 313	8 141 140	10 335 835	9 174 027	-1 161 808	-11,24%
Produits d'exploitation	13 792 088	14 784 742	15 887 202	14 385 720	14 469 440	83 721	0,58%
<i>Redevance du domaine public + ventes</i>	4 551 870	4 382 777	4 579 580	1 440 452	1 737 654	297 202	20,63%
<i>Prestations de service</i>	7 045 329	7 239 513	7 401 792	8 049 624	7 963 775	-85 849	-1,07%
<i>Remboursements de frais</i>	2 194 890	3 162 452	3 905 830	4 895 644	4 768 011	-127 633	-2,61%
Autres produits	19 832 448	14 344 470	13 287 482	17 504 679	14 063 460	-3 441 219	-19,66%
<i>Travaux en régie</i>	4 275 443	4 413 684	4 368 005	3 874 075	3 693 963	-180 112	-4,65%
<i>Autres produits de gestion courante</i>	7 125 451	6 676 133	4 801 137	4 809 469	4 760 973	-48 496	-1,01%
<i>Produits financiers</i>	2 902 217	2 043 032	1 680 486	4 311 700	4 084 788	-226 912	-5,26%
<i>Produits exceptionnels et transferts de charges</i>	5 529 338	1 211 621	2 437 854	4 509 436	1 523 737	-2 985 699	-66,21%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	191 160 385	187 631 226	190 184 448	200 984 757	198 696 335	-2 288 423	-1,14%



I) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes totales de fonctionnement liquidées en 2011 s'élèvent à **198,7M€** soit une baisse de **-1,14% (-2,3M€)** par rapport à 2010. En revanche, **les recettes réelles** de cette même section varient de **+0,69% (+1,3M€)** entre les deux exercices.

La réduction des ressources courantes de fonctionnement ne concerne donc que les mouvements comptables d'ordre (4,4M€ en 2011 contre 8M€ en 2010 soit -3,6M€)

Ces diverses écritures financières qui concernent exclusivement des opérations trouvant leur contrepartie en section d'investissement, décrivent, en 2011, la valorisation des travaux en régie (3,7M€ soit -0,2M€), la reprise des subventions d'équipement (0,3M€) et les écritures liées aux cessions d'actif (0,4M€ soit -3,4M€).

Par grande masse, les principaux postes de recettes de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

* **119M€ (+3,5M€) provenant des impôts et taxes**, soit 105,9M€ (+2,1M€) au titre des recettes fiscales directes regroupant le produit des contributions directes (67,9M€), la fiscalité reversée par Tour(s)plus (33,5M€) ainsi que les allocations compensatrices (4,4M€) et 13,2M€ de taxes indirectes (+1,4M€) ;

* **51,1M€ (-2,4M€) obtenus sur les subventions et participations reçues** dont 41,9M€ (-1,2M€) de l'Etat par l'intermédiaire de ses concours financiers inclus dans "l'enveloppe normée" et 9,2M€ (-1,2M€) de subventions de fonctionnement courantes ;

* **14,5M€ (+0,1M€) de produits d'exploitation** intégrant les redevances du domaine public et les ventes pour 1,7M€ (+0,3M€), les prestations de services pour 8M€ (-0,1M€) et les remboursements de frais pour 4,8M€ (-0,1M€) ;

* **14,1M€ (-3,4M€) d'autres produits** dont 3,7M€ (-0,2M€) de valorisation des travaux effectués en régie, 4,8M€ de produits de gestion courante, 4,1M€ (-0,2M€) de produits financiers et 1,5M€ de recettes exceptionnelles (-3M€).

FISCALITE 2011
(Rôles Généraux)

	Réel 2007	Réel 2008	Réel 2009	Réel 2010	Réel 2011	DIFFERENCE 2011/2010	
						VALEUR	%
PRODUIT DES TAXES							
T. H.	29 129 703	29 657 962	31 624 163	32 104 054	32 987 854	883 800	2,75%
T.F.P.B.	29 035 417	29 928 372	32 280 576	33 181 240	34 244 050	1 062 810	3,29%
T.F.P.N.B.	124 340	136 541	141 112	153 510	157 627	4 117	2,68%
TOTAL DU PRODUIT	58 289 460	59 722 875	64 045 851	65 438 804	67 389 531	1 950 727	2,98%
ALLOCATIONS COMPENSATRICES							
T.H.	2 559 334	2 536 289	2 565 904	2 775 922	2 787 004	11 082	0,40%
T.F.	622 353	665 101	550 437	551 630	561 885	10 255	1,86%
T.P./C.F.E.	2 204 655	1 821 424	1 290 306	1 173 398	1 086 443	-86 955	-7,41%
Fraction salaires	578 417	466 249	330 293	300 367			
Abat. 16%	1 626 238	1 355 175	960 013	873 031			
TOTAL ALLOCATIONS	5 386 342	5 022 814	4 406 647	4 500 950	4 435 332	-65 618	-1,46%
TOTAL GENERAL	63 675 802	64 745 689	68 452 498	69 939 754	71 824 863	1 885 109	2,70%

I-1) LES IMPOTS ET TAXES : 119M€ (+3,5M€ soit +3%)

En additionnant les versements de Tour(s)plus et les allocations compensatrices de l'Etat, le produit provenant de la **fiscalité directe** ressort à **105,9M€** en 2011, soit une augmentation de **+2,03%** (+2,1M€) par rapport à 2010.

L'évolution des différentes composantes de cette rubrique s'analyse comme suit :

	2007	2008	2009	2010	2011
Rôles Généraux	58,29M€	59,72M€	64,05M€	65,44M€	67,39M€
Rôles complémentaires	0,19M€	0,29M€	0,21M€	0,32M€	0,54M€
Allocations compensatrices	5,39M€	5,02M€	4,41M€	4,50M€	4,43M€
Reversements Tour(s)plus	33,47M€	33,47M€	33,50M€	33,49M€	33,50M€
TOTAL	97,34M€ soit +1,16%	98,50M€ soit +1,19%	102,17M€ soit +3,73%	103,75M€ soit +1,54%	105,86M€ soit +2,03%

Le produit de la fiscalité inclus dans les rôles généraux correspond aux bases d'imposition des taxes ménages multipliées par les taux votés par la Ville.

Pour 2011, la Collectivité n'a pas augmenté ses taux d'imposition fixés à 21,52% pour la Taxe d'Habitation (TH), 21,55% pour la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB), 34,58% pour la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB) et n'a pas modifié les quotités attachées aux abattements de la TH.

Cette stabilité de la pression fiscale permet, aujourd'hui à la Ville, d'afficher un effort fiscal (indicateur mesurant le niveau de pression fiscale sur les ménages) inférieur à la strate de population de la collectivité (1,399 contre 1,415).

Par ailleurs, la politique volontariste de la Ville en matière d'abattements TH lui fait perdre, en 2011, 7,4M€ de recettes fiscales étant précisé que le gain pour un contribuable non imposable sur le revenu avec deux enfants à charge est estimé à 257€ (sans parler des abattements obligatoires).

La croissance du produit des trois taxes ménages (+2,98%) résulte donc essentiellement de la variation physique (locaux nouveaux ou préalablement exonérés, locaux vacants, locaux démolis,...) et nominale (revalorisation annuelle forfaitaire des valeurs locatives décidée par le Parlement soit +2,00% pour 2011) des bases d'imposition.

Le tableau, ci-après, retrace ces évolutions sur 5 années.

BASES REELLES D'IMPOSITION	2007	2008	2009	2010	2011
TAXE D'HABITATION (TH)	140 114 010	142 654 942	146 952 431	149 182 406	153 289 286
Evolution	+2,62%	+1,81%	+3,01%	+1,52%	+2,75%
Variation nominale	+1,80%	+1,60%	+2,50%	+1,20%	+2,00%
Variation Physique	+0,82%	+0,21%	+0,51%	+0,32%	+0,75%
FONCIER BÂTI (TFPB)	139 459 256	143 748 185	149 793 855	153 973 272	158 905 104
Evolution	+2,20%	+3,08%	+4,21%	+2,79%	+3,20%
Variation nominale	+1,80%	+1,60%	+2,50%	+1,20%	+2,00%
Variation Physique	+0,40%	+1,48%	+1,71%	+1,59%	+1,20%
FONCIER NON BÂTI (TFPNB)	372 164	408 683	408 075	443 926	455 832
Evolution	-8,96%	+9,81%	-0,15%	+8,79%	+2,68%
Variation nominale	+1,80%	+1,60%	+2,50%	+1,20%	+2,00%
Variation Physique	-10,76%	+8,21%	-2,65%	+7,56%	+0,68%

Les bases des principales taxes (TH et TFPB) évoluent, globalement, de manière régulière et douce. Toutefois, depuis plusieurs années, celles de la TFPB augmentent plus rapidement que celles de la TH même après l'instauration, en 2011, de la Taxe d'Habitation sur les Logements vacants (THLV). Cette différence peut s'expliquer par l'intégration dans les bases de la TFPB des immeubles industriels ou commerciaux non imposés à la TH mais à la Contribution Economique Territoriale (CET).

Il convient également de souligner que le parc locatif d'habitation a cru de 1,56% entre 2010 et 2011 (contre 0,75% entre 2009 et 2010) et se compose, en 2011, de 16 099 maisons individuelles et 65 671 appartements.

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES INDIRECTES

	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	VARIATION 2011/2010	
						Montant	%
<u>RECETTES FISCALES INDIRECTES</u>							
Droits de place	1 285 267	1 244 774	1 268 165	1 177 157	809 661	-367 496	-31,22%
Droits de stationnement	4 720	7 952	28 614	3 355 226	3 461 004	105 778	3,15%
Autres taxes pour utilisation du domaine	168 902	168 767	153 876	179 205	530 408	351 203	195,98%
Taxe sur l'électricité	2 013 746	2 064 507	2 199 439	2 199 622	2 199 088	-534	-0,02%
Droits de licence sur débits de boissons	453	0	0	0	0	0	
Taxes de séjour	457 433	441 145	75 917	0	0	0	
Impôt sur les spectacles	58 518	50 842	101 211	75 015	57 319	-17 696	-23,59%
Taxes sur la publicité/TLPE	92 350	94 881	85 905	3 007	729 254	726 247	
Droits de mutation	5 089 787	4 645 341	4 021 826	4 823 588	5 385 064	561 476	11,64%
Autres taxes	9 051	3 917	4 916	9 656	9 263	-393	-4,07%
TOTAL	9 180 227	8 722 126	7 939 869	11 822 476	13 181 061	1 358 585	11,49%

Le montant *des allocations compensatrices* (4,4M€) diminue de 1,46% (-0,1M€) en 2011 sous l'effet de la baisse de 7,41% de la compensation TP/CFE.

L'allocation TH compense des exonérations accordées à certaines personnes de condition modeste (personnes âgées de plus de 60 ans, infirmes, veuves). Pour 2011, le nombre de bénéficiaires s'élevait à 7 943 redevables (+8), chiffre relativement stable par rapport à celui de l'exercice passé.

Les autres allocations compensatrices (TF et TP/CFE) servent de variables d'ajustement à l'enveloppe normée qui fixe les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

Ainsi, pour la TF, depuis 2009, un coefficient déflateur est appliqué sur les principales composantes de cette allocation. Pour 2011, l'Etat a arrêté ce chiffre à 0,725923 (-27,41%). La perte de recette fiscale, pour la Ville, sur les deux parts concernées par cette réfaction, s'est élevée à 246 416€ .

A cette somme, il convient d'ajouter la réduction portant sur la compensation TP/CFE (-0,1M€ soit -7,41%), ce qui porte à -0,3M€ le montant total ponctionné par l'Etat sur ces différentes allocations.

Les *versements fiscaux de Tour(s) plus* restent stables entre les deux exercices pour s'établir à 33,5M€. Le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire a évolué de 2% pour atteindre 1,5M€ en 2011 alors que l'Attribution de Compensation n'a pas bougé à 32,1M€.

Les recettes fiscales indirectes (13,2M€) connaissent une variation importante (+1,4M€ soit +11,49%) portées par le dynamisme des droits de mutation à titre onéreux (5,4M€ en 2011 soit +0,6M€) et l'encaissement, pour la première fois en 2011, de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE).

Concernant cette dernière taxe, le montant qui apparaît sur la ligne (0,7M€) correspond à la constatation de droits portant sur deux exercices (2010 et 2011). En 2010, le recensement des éléments nécessaires à la liquidation de cet impôt avait retardé son recouvrement d'où ce rattrapage sur cette année 2011.

Les autres postes de recettes composant cette rubrique évoluent d'une manière très différenciée. Les droits de stationnement payants (places de parking) varient de 3,15% (+0,1M€ soit 3,5M€) alors que le produit de la taxe sur l'électricité reste stable à 2,2M€. Les autres recettes provenant de l'utilisation du domaine public (droits de place, de voirie, etc...) affichent globalement une légère érosion (-0,1M€ soit 1,3M€).

EVOLUTION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT
EN FONCTIONNEMENT INCLUS DANS LE CONTRAT DE STABILITE

CONCOURS	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	DIFFERENCE 2011/2010	
						VALEUR	%
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DOTATION FORFAITAIRE)	36 796 937	37 065 349	37 337 212	36 945 254	36 339 706	-605 548	-1,64%
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	3 825 971	3 887 187	3 964 931	4 012 510	4 072 698	60 188	1,50%
DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS	16 026	8 253	8 337	2 808	0	-2 808	-100,00%
DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	1 020 444	1 016 525	986 315	995 769	996 626	857	0,09%
- HYGIENE	966 052	986 172	986 172	986 172	986 172	0	0,00%
- BIBLIOTHEQUE	44 613	22 307	0	0	0	0	
- URBANISME - ASSURANCE - CONTENTIEUX	9 779	8 046	143	9 597	10 454	857	8,93%
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	400 943	407 540	462 395	1 220 341	534 963	-685 378	-56,16%
S/TOTAL	42 060 321	42 384 854	42 759 190	43 176 682	41 943 993	-1 232 689	-2,85%
VARIABLES D'AJUSTEMENT							
- DCTP	2 204 655	1 821 424	1 290 306	1 173 398	1 086 443	-86 955	-7,41%
- Allocations compensatrices TF (1)		0	-105 530	-146 498	-246 416		
TOTAL	44 264 976	44 206 278	43 943 966	44 203 582	42 784 020	-1 419 562	-3,21%

(1) Ce montant correspond au coefficient déflateur calculé sur les bases exonérées de TFPB faisant l'objet d'une compensation par l'Etat soit 16,151% en 2009, 21,59% en 2010 et 27,41% pour 2011

I-2) LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS RECUES : 51,1M€ (-2,4M€ soit -4,47%)

Ce poste de recettes des "subventions et participations reçues" totalise les **concours financiers** de l'Etat pour 41,9M€ (-1,2M€ soit -2,85%) et les **subventions de fonctionnement** provenant de divers financeurs institutionnels pour 9,2M€ (-1,2M€ soit -11,24%).

Pour les **concours financiers de l'Etat**, l'indexation des principales dotations revenant aux collectivités territoriales s'inscrit dans la règle du "gel en valeur" (sans prise en compte de l'inflation) prévue par la loi de programmation des finances publiques pour 2011-2014.

Ainsi, pour 2011, le montant de l'enveloppe normée (hors Fonds de Compensation de la TVA et produit des amendes de police) a été reconduit à l'identique de 2010, les crédits nécessaires à la hausse étant compensés par l'ajustement à la baisse des allocations compensatrices TF et TP/CFE et par une réduction portant notamment sur la part garantie de la *Dotation Forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)*.

C'est pourquoi, pour la Ville, cette dotation (36,3M€ en 2011) diminue de 0,6M€ (-1,64%) en lien avec la réduction de la dotation de base de 0,88% (baisse de la population DGF de 1 141 personnes) et du complément de garantie de 2,42%.

Les deux autres composantes de la DGF dédiées à la péréquation concernent la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP).

Pour la *Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS)*, les règles de répartition adoptées en 2011, pour les communes de +10 000 habitants, prévoient que celles classées, en fonction de l'indice synthétique de ressources et de charges, dans la première moitié des communes de cette catégorie démographique, soit les 488 premières, bénéficient d'une dotation égale à celle de 2010 majorée de 1,5% (inflation prévisionnelle de 2011). La ville de Tours étant classée au 355^{ème} rang est éligible à cette progression d'où le montant reçu de 4,1M€ (+0,1M€) pour 2011.

Le montant de la *Dotation Nationale de Péréquation* (0,5M€) a fortement diminué (-0,7M€) après que l'effort fiscal de la Ville soit devenu inférieur à l'effort fiscal moyen des contribuables relevant de la même strate démographique (deuxième condition d'éligibilité).

Le montant de la *Dotation Générale de Décentralisation* (1M€ pour 2011), qui concerne essentiellement la compensation "hygiène", a été pratiquement reconduit à son niveau de 2010.

En conclusion, si l'on ajoute à ces concours financiers les dotations de compensation de TP/CFE et de Taxes Foncières qui servent de variables d'ajustement, **l'aide de l'Etat au fonctionnement de la Ville, prévue dans l'enveloppe normée, diminue de -3,21% (-1,4M€) en 2011.**

EVOLUTION DE LA PART FORFAITAIRE DE LA D.G.F.

	2007	2008	2009	2010	2011	2011/2010	
Dotation de base	16 767 573	17 029 485	17 684 504	17 671 086	17 516 032	-155 054	-0,88%
Dotation de superficie	10 716	10 884	11 025	11 075	11 171	96	0,87%
Complément de garantie	19 410 604	19 410 604	19 022 392	18 641 944	18 191 354	-450 590	-2,42%
Anciennes compensations	608 044	614 376	619 291	621 149	621 149	0	0,00%
TOTAL	36 796 937	37 065 349 0,73%	37 337 212 0,73%	36 945 254 -1,05%	36 339 706	-605 548	-1,64%

Répartition de la DGF forfaitaire en 2009 par le Comité des Finances Locales

En 2009, les dotations de base et de superficie ont évolué selon un pourcentage égal à 65% du taux de progression de la DGF (+2%), soit 1,30%.

La dotation de base intègre, par ailleurs, l'augmentation de la population issue du dernier recensement.

La dotation de garantie a diminué de 2%.

La part liée aux anciennes compensations a progressé selon un taux égal à 40% du taux de progression de la DGF (2%) soit 0,80%

Choix retenu par le CLF pour 2010

Dotation de base : 75% du taux de progression de la DGF ($0,6\% \times 75\% = 0,45\%$)

Dotation de superficie : 75% du taux DGF (0,45%)

Complément de garantie : -2% (Loi de finances)

Anciennes compensations : 50% du taux de la DGF (0,30%)

Pour 2011, répartition fixée par la Loi

Gel de la valeur du point pour des dotations de base et de superficie.

Ecrêtement du complément de garantie en fonction du potentiel fiscal de la collectivité (maximum -6%)

Reconduction du montant des anciennes compensations

Le montant des **subventions de fonctionnement** reçues (9,2M€) affiche une réduction de 1,2M€ sur 2011.

La répartition, par organisme, se ventile comme suit :

	2007	2008	2009	2010	2011
Etat	1,1M€	1,2M€	1,3M€	1,3M€	0,9M€
Région Centre	0,3M€	0,3M€	0,3M€	0,3M€	0,3M€
Département d'Indre et Loire	1,1M€	0,3M€	0,7M€	0,3M€	0,6M€
Communes	0,1M€	0,1M€	0,1M€	0,1M€	0,1M€
Tour(s)plus	1,7M€	1,6M€	1,7M€	1,9M€	1,8M€
Autres (dont CAFIL)	4,6M€	5,4M€	4,0M€	6,4M€	5,5M€
TOTAL	8,9M€	8,9M€	8,1M€	10,3M€	9,2M€

Si les participations reçues de la Région Centre, des communes et de Tour(s)plus restent relativement stables d'une année sur l'autre, des variations sont constatées sur celles provenant de l'Etat (-0,4M€), du Département d'Indre et Loire (+0,3M€) et des autres contributeurs (-0,9M€) dont la Caisse d'Allocations Familiales d'Indre et Loire (CAFIL).

Concernant cette dernière ligne, la progression importante et atypique des recettes constatées en 2010 (+2,2M€) provenait d'une régularisation positive sur cet exercice, en lien avec la baisse de 2009, des aides apportées par la CAFIL pour le fonctionnement des structures "Petites Enfances", du Centre de la Charpraie et du contrat "Temps Libre". L'exercice 2011 retrouve donc un niveau conforme à la moyenne des années passées.

Pour le Département d'Indre et Loire, le complément enregistré correspond au versement de deux années du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe professionnelle après que le CG37 ait procédé à une nouvelle ventilation de ce fonds selon des critères strictement conformes à la réglementation en vigueur.

EVOLUTION DES PRESTATIONS DE SERVICES

PRESTATIONS DE SERVICES - REDEVANCES ET DROITS SERVICES	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	VARIATION 2011/2010	
						MONTANT	%
A CARACTERE CULTURELS	490 427	531 426	581 611	613 408	597 252	-16 156	-2,63%
A CARACTERE SPORTIFS ET DE LOISIRS (CLSH)	951 305	998 355	1 032 528	1 195 655	1 341 941	146 286	12,23%
HYGIENE	28 298	31 420	32 067	27 333	25 328	-2 005	-7,34%
A CARACTERE SOCIAL (crèches - restaurant municipal)	2 088 054	1 918 083	2 025 697	2 107 791	2 010 123	-97 668	-4,63%
PERISCOLAIRES ET D'ENSEIGNEMENT (dont restauration scolaire)	3 142 253	3 289 339	3 348 910	3 678 000	3 638 326	-39 674	-1,08%
AUTRES (mise à disposition des services)	344 992	470 890	380 979	427 437	350 805	-76 632	-17,93%
TOTAL	7 045 329	7 239 513	7 401 792	8 049 624	7 963 775	-85 849	-1,07%

I-3) LES PRODUITS D'EXPLOITATION : 14,5M€ (+0,1M€ soit +0,58%)

Ce chapitre retrace toutes les recettes comptabilisées aux comptes 70 " Produits des services du domaine et ventes diverses" (14,3M€) et 013 "atténuations de charges" (0,2M€).

Les "*redevances du domaine public et les ventes*" (1,7M€ en 2011 soit +0,3M€) comptabilisent les droits d'exploitation du domaine public (ERDF, GDF...), des concessions (funéraires et autres) et les ventes de marchandises (surtout les produits forestiers). L'augmentation importante de ce poste provient, pour moitié, du changement de l'enregistrement comptable de la redevance d'occupation du domaine versée par la SEM Tours Evènement au titre de l'exploitation du parc des expositions (affectée en 2010 sur la ligne "autres produits de gestion courante").

Les "*prestations de services*" (8M€) intègrent principalement les recettes tarifaires encaissées auprès des usagers. La réalisation de 2011 est relativement stable par rapport à 2010 si l'on fait abstraction des prestations techniques fournies par la Ville à Tour(s)plus dans le cadre des conduites d'opérations de chantier comme le montre le tableau ci-contre.

Le secteur d'activité du périscolaire et de l'enseignement reste prédominant (66%) devant celui à caractère social (25%) et celui des sports et de loisirs (17%). Les droits à caractère culturels ne représentent que 7,50% du total de ces recettes.

La ligne "*des remboursements de frais*" (4,8M€ soit -0,1M€) décrit les mouvements touchant les remboursements sur rémunérations ou sur diverses autres charges (de gestion ou de frais divers). La répartition s'opère comme suit :

- 1M€ concernant le remboursement de frais de personnel pour des agents mis à disposition dont 0,3M€ découlant de la mutualisation des services municipaux avec Tour(s)plus, 0,2M€ provenant du SITCAT, 0,3M€ de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) "Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Tours, Angers, Le Mans" (ESBAT TALM), 0,1M€ du COS de la Ville ;

- 3,8M€ de remboursement de charges diverses dont 1,7M€ de Tour(s)plus au titre des coûts de fonctionnement des équipements reconnus d'intérêt communautaire mais confiés à la Ville pour leur gestion (médiathèque François Mitterrand, Centre Aquatique du Lac, Pôle Nautique du Cher, piscine du Mortier), 0,5M€ provenant de la facturation aux budgets annexes de la Ville des frais d'administration générale, 0,2M€ de frais de transport des élèves pour des activités périscolaires pris en charge par Tour(s)plus et divers remboursement de charges locatives courantes (eau, électricité, chauffage, ordures ménagères...).

EVOLUTION DES AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE

NATURE DES RECETTES	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	VARIATION 2011/2010	
						MONTANT	%
PRODUITS FINANCIERS	2 902 216	2 043 032	1 680 486	4 311 700	4 084 788	-226 912	-5,26%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 529 338	1 211 621	2 437 854	4 509 436	1 523 737	-2 985 699	-66,21%
TOTAL	8 431 554	3 254 653	4 118 340	8 821 136	5 608 525	-3 212 611	-36,42%

I-4) LES AUTRES PRODUITS : 14,1M€ (-3,4M€ soit -1966%)

Ils regroupent les travaux en régie (3,7M€), divers produits de gestion courante (4,8M€), les produits financiers (4,1M€) et les recettes exceptionnelles (1,5M€).

Les travaux effectués en régie par les équipes municipales donnent lieu à une valorisation pour ceux qui peuvent être intégrés à l'actif du bilan de la collectivité. Pour 2011, le montant diminue de 0,2M€ pour atteindre la somme de 3,7M€. La répartition s'opère entre les chantiers de voirie (2,6M€), les espaces verts (0,4M€), les bâtiments (0,5M€) et divers autres secteurs (0,2€).

Le compte 75 "*Autres produits de gestion courante*" (4,8M€) est relativement stable et inclut les locations immobilières des bâtiments appartenant à la Ville (revenus des immeubles) pour 4,2M€ (dont 2,1M€ provenant de la redevance de location du Vinci) et diverses redevances (0,6M€) versées par les fermiers et concessionnaires dont 0,2M€ de la concession de chauffage des Rives du Cher, 0,1M€ du marché de gros, 0,1M€ d'Effi Park (gestion des parcs de stationnements), 0,1M€ d'ERDF/GDF.

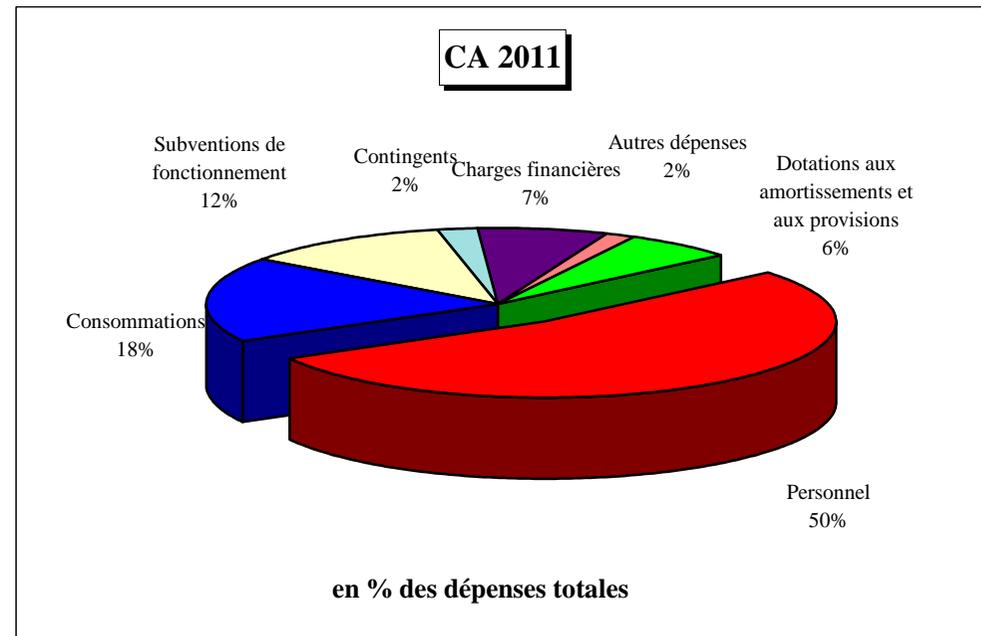
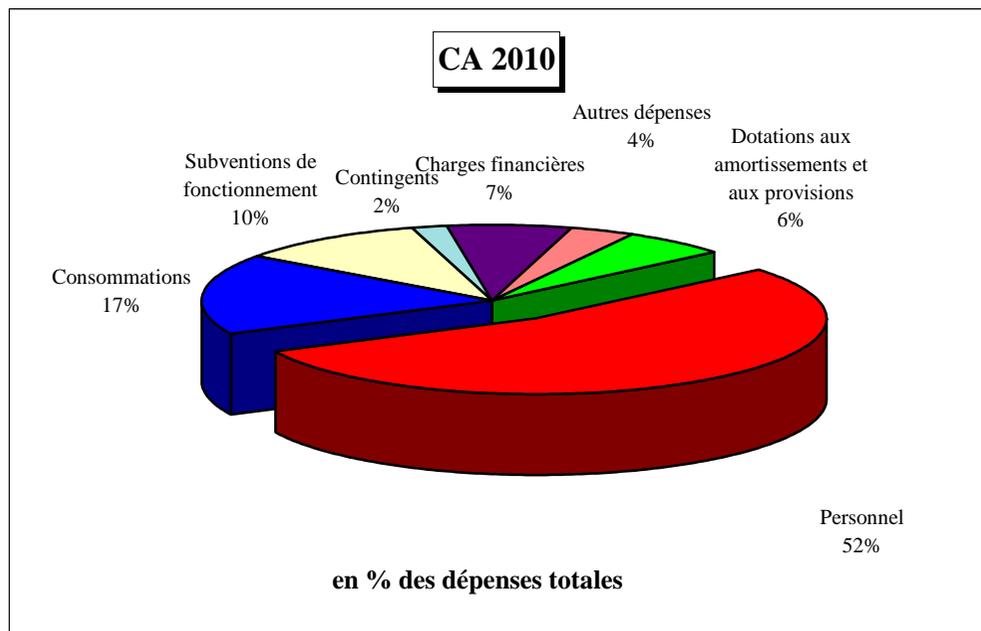
Les produits financiers (4,1M€ soit -0,2M€) comptabilisent 0,2M€ de dividendes versés par les sociétés dans lesquelles la Ville est actionnaire (SEMIVIT et SAIEM Maryse Bastié) et 3,9M€ (-0,2M€) de revenus d'opérations de "swaps" liés à la gestion active de la dette.

Les produits exceptionnels (1,5M€) connaissent un tassement important en 2011 (-3M€ par rapport à 2010) en relation avec la baisse des cessions d'actifs et des opérations d'ordre budgétaires qui leur sont rattachées (0,4M€ en 2011 contre 3,8M€ en 2010 soit -3,4M€).

Par ailleurs, sont enregistrés sous cette rubrique la reprise des subventions d'investissement transférées au compte de résultat pour 0,3M€ et divers autres produits exceptionnels pour 0,8M€ (+0,4M€) intégrant notamment des dons en numéraire pour 0,3M€ et divers remboursements provenant des compagnies d'assurance.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	Montant	% d'évolution
<i>Personnel</i>	97 219 774	99 771 220	100 682 689	102 350 767	99 890 998	-2 459 769	-2,40%
<i>Consommations</i>	33 044 088	32 074 421	32 326 535	32 752 287	34 059 379	1 307 091	3,99%
<i>Subventions de fonctionnement</i>	19 729 252	19 563 619	19 768 145	19 862 638	21 718 672	1 856 034	9,34%
<i>Contingents</i>	3 841 843	3 857 195	3 939 345	3 868 012	3 947 183	79 172	2,05%
<i>Charges financières</i>	14 088 327	14 466 736	14 243 945	13 121 475	13 700 043	578 567	4,41%
<i>Autres dépenses</i>	3 578 698	2 208 295	3 849 882	6 756 571	3 163 102	-3 593 469	-53,18%
<i>Dotations aux amortissements et aux provisions</i>	11 242 833	11 185 910	10 913 022	11 233 568	11 595 530	361 962	3,22%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	182 744 815	183 127 395	185 723 563	189 945 318	188 074 907	-1 870 411	-0,98%



II) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le **montant total des charges de fonctionnement** atteint **188,1M€ en 2011** soit **une baisse de 0,98% (-1,9M€)** entre les deux exercices.

Si l'on neutralise les mouvements d'ordre touchant cette section, soit 11,6M€ (+0,4M€) de dotations aux amortissements, 0,4M€ (-3,4M€) de charges exceptionnelles (sorties d'immobilisations) et 3,7M€ (-0,2M€) de valorisation de travaux en égie, **les dépenses réelles** s'affichent à 172,4M€ et n'évoluent que de **+0,81% (+1,4M€)**.

Ainsi, le poste **des frais de personnel** diminue de 2,4% (-2,5M€) entre 2011 et 2010 en déduisant le volume des charges transférées à l'EPCC "ESBAT TALM" pour les agents de Tours affectés à ce nouvel établissement. A cet égard, il convient de préciser que la Ville apporte une subvention de 1,7M€ à l'EPCC pour assurer le financement de ses nouvelles dépenses.

Depuis 3 ans, la croissance raisonnée de ce poste (+0,91% en 2009, +1,66% en 2010, -2,4% en 2011) a permis de faire baisser la part relative de ces charges par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement (58% en 2011 contre 60% en 2009).

Cet objectif a pu être atteint en favorisant des aménagements organisationnels, en valorisant la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et en développant la mutualisation avec Tour(s)plus.

Chaque année, ces dépenses de personnel augmentent mécaniquement sous l'effet des mesures de revalorisation nationales (réforme statutaire) et du développement de la carrière des agents (Glissement Vieillesse Technicité) indépendamment des décisions prises au niveau local. A cet égard, la majeure partie des agents de la Ville a pu bénéficier, en 2011, d'une augmentation de 10€ de la nouvelle prime accordée en 2008 (soit 180€ pour 2011).

Les charges à caractère général (34,1M€) qui regroupent les achats de biens et de services correspondant aux dépenses quotidiennes de la collectivité, croissent de 3,99% (+1,3M€).

Ce pourcentage est à mettre en relation avec l'évolution des prix à la consommation en France qui ont progressé en moyenne de 2,1 % sur l'ensemble de l'année 2011 (contre 1,5 % en 2010). Les deux principales composantes tirant l'inflation vers le haut sont l'énergie qui a augmenté de 9,3% sur les 12 derniers mois et les produits alimentaires qui ont progressé de 3,3%.

Ainsi, le poste des "achats non-stockés de matières et de fournitures", qui intègre une grande partie de ces dépenses, est passé de 13,5M€ en 2010 à 14,4M€ en 2011 (+0,9M€ soit +6,50%). Cette même évolution est constatée sur la ligne se rapportant aux "contrats de prestations de services avec les entreprises" (redevances "chauffage" liées au PPP) qui augmente de 0,2M€ en 2011 pour s'établir à 3,1M€.

En revanche, une baisse importante (-0,4M€) est enregistrée sur les "rémunérations d'intermédiaires et honoraires" (0,6M€ en 2011). D'autres natures de dépenses sont contenues comme les frais postaux et de télécommunications (1M€) ou les impôts (1,7M€).

EVOLUTION DES AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

NATURE DES DEPENSES	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	VARIATION 2011/2010	
						MONTANT	%
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (Compte 65)	1 135 022	1 221 656	1 190 708	1 706 181	1 226 964	-479 217	-28,09%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Compte 67)	2 408 565	956 141	2 598 680	5 005 148	1 901 747	-3 103 401	-62,00%
REVERSEMENT IMPÔTS ET TAXES (Compte 739)	35 111	30 498	60 494	45 242	34 391	-10 851	-23,98%
TOTAL	3 578 698	2 208 295	3 849 882	6 756 571	3 163 102	-3 593 469	-53,18%

Le volume des **subventions** distribué en 2011 (21,7M€) connaît une hausse de 1,9M€ par rapport à 2010 qui s'explique par :

- le versement d'une participation de 1,7M€ à l'EPCC "ESBAT TALM" au titre du regroupement des écoles d'art;
- une attribution complémentaire de 0,1M€ au CCAS ce qui porte le montant de sa subvention 2011 à 5,1M€;
- une notification supplémentaire au COS de la Ville de 0,1M€ pour les agents mis à disposition de cet organisme mais payés par la collectivité et qui doivent faire l'objet d'un remboursement par cette structure.

Pour tous les autres secteurs associatifs, la Ville a maintenu, en 2011, son effort financier en dépit des fortes tensions qui pèsent sur son budget.

La ligne consacrée aux «**contingents et participations obligatoires** » (4M€ en 2011) augmente de 2,05% (+0,1M€) et regroupe le contingent incendie (2,8M€ soit +0,1M€), les participations versées à Tour(s)plus (0,4M€) au titre du traitement des déchets municipaux et les contributions obligatoires attribuées aux établissements d'enseignement privé (0,8M€).

Les charges financières (13,7M€) affichent, en 2011, une variation de +4,41% (+0,6M€).

Du fait de la crise financière que traverse la zone Euro, les taux d'intérêt courts et longs sont demeurés relativement faibles en 2011. La BCE a baissé son principal taux directeur qui a atteint 1% en fin d'année. En revanche, le contexte de l'offre bancaire aux collectivités a radicalement changé. Certaines banques quittent progressivement un marché perçu comme plus risqué et moins lucratif, rendant l'accès au crédit des collectivités difficile, aléatoire et beaucoup plus onéreux.

En 2011, par grande masse, les charges financières de la Ville se ventilent de la manière suivante :

- intérêts de l'exercice : 11,5M€ en 2011 contre 12M€ en 2010 soit -0,5M€ ;
- ligne de trésorerie : 0,3M€ contre 0,1M€ soit +0,2M€ ;
- autres charges financières : 1,9M€ contre 1M€ soit +0,9M€. Sur cette ligne figurent les crédits nécessaires à la gestion d'une

opération particulière de « swaps » nécessitant l'inscription d'une somme en dépense de 1,7M€ et des pénalités liées au remboursement d'un emprunt anticipé (0,2M€)

Les **autres dépenses** (6,8M€) se concentrent principalement autour de :

- diverses charges de gestion courante pour 1,2M€ (-0,5M€) soit 0,9M€ d'indemnités et frais de missions des élus, 0,1M€ (-0,6M€) de pertes sur créances irrécouvrables et 0,2M€ d'autres dépenses (+0,1M€) ;
- charges exceptionnelles pour 1,9M€ (-3,1M€) dont 0,4M€ de mouvements financiers se rapportant aux opérations de cessions d'actif (-3,4M€) et 1,5M€ d'autres dépenses (+0,3M€).

Les **dotations aux amortissements** des immobilisations s'élèvent à 11,6M€ (+0,4M€) et constituent un autofinancement obligatoire permettant de financer une partie des dépenses d'investissement.

**VENTILATION FONCTIONNELLE DES OPERATIONS BUDGETAIRES
DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Fonction	RECETTES DE FONCTIONNEMENT				DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
	2010	2011	VARIATION		2010	2011	VARIATION	
			Montant	%			Montant	%
Non ventilables 01	159 875 547,35	161 178 474,22	1 302 926,87	0,81	29 446 245,32	26 092 603,86	-3 353 641,46	-11,39
0 Services généraux des administrations (sauf 01)	10 980 414,07	8 411 573,34	-2 568 840,73	-23,39	33 355 731,06	35 193 987,71	1 838 256,65	5,51
1 Sécurité et salubrité publiques	1 040 559,93	1 043 284,42	2 724,49	0,26	9 052 335,97	9 047 069,00	-5 266,97	-0,06
2 Enseignement et formation	3 456 556,49	3 560 963,72	104 407,23	3,02	24 421 626,35	24 985 969,86	564 343,51	2,31
3 Culture	2 242 186,01	1 900 441,42	-341 744,59	-15,24	20 725 950,22	20 525 462,34	-200 487,88	-0,97
4 Sport et jeunesse	5 093 692,98	5 334 977,44	241 284,46	4,74	18 018 795,11	18 384 747,74	365 952,63	2,03
5 Interventions sociales et santé	245 951,54	346 689,12	100 737,58	40,96	7 281 071,94	6 990 054,26	-291 017,68	-4,00
6 Famille	7 546 658,06	6 620 153,10	-926 504,96	-12,28	11 332 749,21	11 158 199,04	-174 550,17	-1,54
7 Logement	413 623,10	467 275,22	53 652,12	12,97	264 171,42	482 452,75	218 281,33	82,63
8 Aménagement et services urbains environnement	5 686 480,67	5 278 021,29	-408 459,38	-7,18	28 117 952,52	28 237 902,01	119 949,49	0,43
9 Action économique	4 403 087,24	4 554 481,54	151 394,30	3,44	7 928 689,34	6 976 458,67	-952 230,67	-12,01
TOTAL	200 984 757,44	198 696 334,83	-2 288 422,61	-1,14	189 945 318,46	188 074 907,24	-1 870 411,22	-0,98

III) LA REPARTITION PAR FONCTION DES RECETTES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les budgets des communes sont toujours tenus et représentés par nature c'est à dire regroupant des mouvements financiers par catégories homogènes, indépendamment de leur utilisation ou de leur affectation à une activité donnée.

Toutefois, il s'est avéré nécessaire de classer les flux financiers et de les agréger selon les secteurs qu'ils concernent : enseignement, sport, culture...

C'est pourquoi, une nomenclature fonctionnelle a été conçue, inspirée de la Nomenclature des Fonctions des Administrations (N.F.A.) déjà utilisée pour les services de l'Etat, comme un instrument d'informations destiné à faire apparaître, par activité, les dépenses et les recettes d'une commune.

Le dispositif de présentation fonctionnelle classe donc les opérations selon une approche par politique publique pour une vision de gestion en termes d'objectifs et de missions.

Cette répartition des recettes et dépenses de la section de fonctionnement de la Ville de Tours se ventile selon les dix fonctions exposées ci-contre.

La fonction 0 "Services généraux des administrations publiques locales"

La sous-fonction 01 "opérations non ventilables" n'est utilisée que pour classer des flux financiers qui ne peuvent pas être affectés dans une fonction particulière. Ainsi, du côté des recettes, on retrouvera la plus grande partie des ressources composée des impôts et des dotations de l'Etat et du côté des dépenses les charges afférentes aux remboursements des emprunts ou aux écritures d'ordre comptables (amortissements, sorties d'actif...).

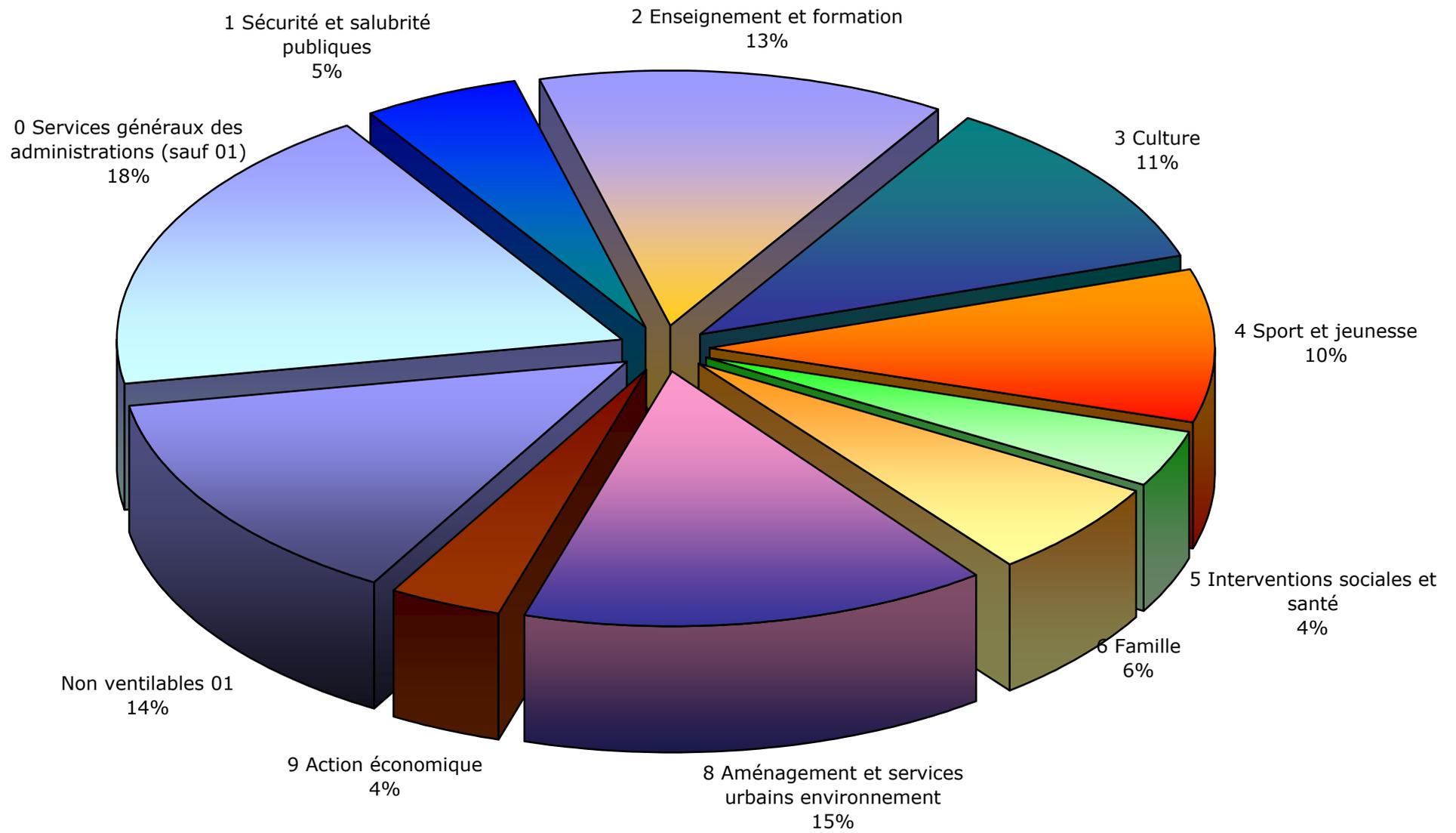
Ces recettes (161,2M€) regroupent, en 2011, 81% des ressources totales et n'évoluent que de 0,81% (+1,3M€) en lien avec la croissance des ressources fiscales, la baisse des concours financiers de l'Etat, des frais financiers et des opérations d'ordre liées aux cessions d'actifs.

Les dépenses de cette rubrique (26,1M€) représentent 14% des dépenses totales et sont en baisse de 11,39% (-3,3M€) avec la diminution des mouvements financiers se rapportant aux cessions.

La sous-fonction 02 "administration générale de la collectivité" concentre les services communs de la collectivités (finances, DRH...), les actions d'administration effectuées pour le compte de l'Etat, les dépenses de communication, des fêtes et cérémonies, des cimetières ou celles des relations internationales.

Les recettes, d'un montant de 8,4M€ en 2011, intègrent divers prestations de services et remboursements de charges (1,7M€), des dotations et participations reçues (2,2M€ dont 1,7M€ de Tour\$)plus), des locations diverses (0,3M€), des produits exceptionnels (0,9M€) et la valorisation des travaux en régie (3,3M€). La réduction de 2,6M€ est à mettre en relation avec la régression des cessions.

DEPENSES FONCTIONNEMENT 2011



Les dépenses (35,2M€) captent 18% des charges totales de fonctionnement. Les frais de personnel (23,4M€) représentent le premier poste devant les charges à caractères général (9,4M€). La hausse de 1,8M€, affichée en 2011, est principalement axée sur cette dernière ligne en lien notamment avec le regroupement des taxes foncières sous cette rubrique.

La fonction 1 "Sécurité et salubrité publique"

Cette fonction centralise les mouvements concernant la sécurité (police municipale) et la salubrité de la commune (bureau d'hygiène).

Les recettes et dépenses sont relativement stables d'un exercice à l'autre (autour d'1M€). La principale ressource provient de la DGD "hygiène" alors que les dépenses (5% des charges totales) rassemblent principalement des charges de personnel (5,8M€) et le contingent incendie (2,8M€).

La fonction 2 "Enseignement-formation"

Cette rubrique réunit toutes les activités d'enseignement (primaire, du deuxième degré ou supérieur) et les services annexes (restauration scolaire, transport, classes de découvertes...).

Les redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement constituent la plus grande partie des recettes (2,9M€ sur 3,6M€).

Les dépenses (25M€ soit 13% des charges totales) permettent de financer, en autres, l'accueil de 8 758 élèves dans les 62 écoles publiques sachant que 7 150 enfants déjeunent régulièrement dans les restaurants scolaires.

La fonction 3 "Culture"

Elle rallie toutes les formes d'expression artistique et les lieux de conservation et de diffusion des patrimoines (bibliothèques, musées, archives).

Parmi les recettes encaissées en 2011 (1,9M€), les droits payés par les usagers (0,6M€) ne couvrent que 3% des dépenses de cette fonction.

La répartition des postes de charges (20,5M€ soit 11% du total des dépenses de fonctionnement) se décline comme suit :

- consommations courantes des services : 2,7M€ (13% des dépenses de cette fonction) ;
- charges de personnel : 13M€ (63%) ;
- Subventions versées : 4,8M€ (24%) dont 3,3M€ attribués au fonctionnement du Théâtre Lyrique et Symphonique.

La fonction 4 "Sport et jeunesse"

Elle rassemble les crédits nécessaires à la pratique, la gestion et l'entretien des installations sportives (184 équipements répartis sur 73 installations) et au développement d'activités pour les jeunes (centres de loisirs et diverses autres animations).

Les recettes propres de cette rubrique (5,3M€) arrivent à couvrir 29% des dépenses affectées à cette fonction.

Les dépenses (18,4M€ en 2011 soit 10% des charges totales) se concentrent autour des charges à caractère général pour 7,1M€ (dont 3,2M€ versés aux opérateurs locaux), des charges de personnel pour 8,2M€ et des subventions versées pour 3M€ (dont 2,2M€ pour le sport).

La fonction 5 "Interventions sociales et santé"

Toutes les interventions en faveur du secteur social (dont le CCAS) sont regroupées sous cette fonction.

Parmi les dépenses (7M€), figurent surtout les participations versées au CCAS (5,1M€ en 2011 soit +0,1M€) et aux différentes associations intervenant dans ce champs d'actions (1,3M€ en 2011 contre 1,2M€ en 2010).

La fonction 6 "Famille"

Cette rubrique intègre principalement tous les services fournis en faveur des crèches et garderies (18 structures pour 1 168 enfants accueillis régulièrement et 1 396 occasionnellement).

Les recettes (6,6M€) provenant des familles (1,7M€), de la CAF d'Indre et Loire (4,6M€) ou du CG37 (0,3M€) permettent de financer près de 60% des dépenses.

Celles-ci s'élèvent à 11,2M€ en 2011 (6% des charges totales) et sont majoritairement affectées à des frais de personnel (10,6M€ pour 355 agents).

La fonction 7 "Logement"

Elle retrace les mouvements touchant le parc privé de la Ville et les aides au secteur locatif.

Les sommes en jeu ne sont pas importantes pour la Ville (0,5M€ pour 2011). Le produit des locations et les recouvrements de charges viennent compenser les dépenses occasionnées pour la gestion de ces immeubles.

La fonction 8 "Aménagement et services urbains, environnement"

Toutes les actions touchant les services urbains (eaux, propreté urbaine, éclairage public...), les aménagements urbains (voirie, espaces verts...) et l'environnement sont classées sous cette fonction.

C'est le deuxième poste de dépenses (28,2M€ soit 15% des charges totales). Les charges de personnel absorbent 20,5M€ de ces crédits (73%), le fonctionnement courant 7,1M€ (25%) et les autres dépenses 0,6M€ (2%).

Sur les 5,3M€ de recettes enregistrées en 2011, 3,4M€ (64%) proviennent des droits de stationnement.

La fonction 9 "Action économique"

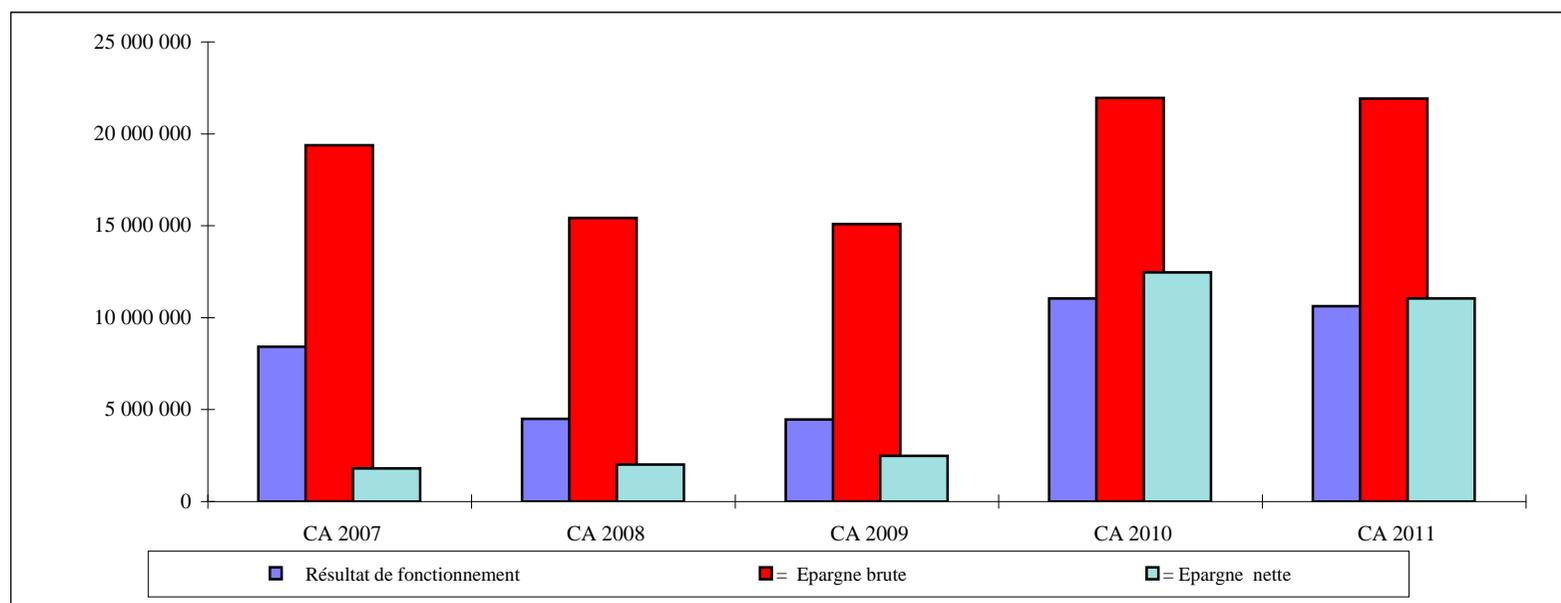
Les interventions économiques et la gestion des foires et marchés sont regroupées sous cette fonction.

Sur les 4,5M€ de recettes réalisés, 1,3M€ est assués par les différentes taxes provenant de l'utilisation du domaine public, 2,1M€ pour la location du "Vinci".

Les dépenses atteignent 7M€ (4% des charges totales) dont 4,2M€ versés à la SEM "Tours Evènement" pour le fonctionnement du VINCI.

EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

BUDGET PRINCIPAL	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	Montant	% d'évolution
<i>Résultat de fonctionnement</i>	8 415 570	4 503 831	4 460 885	11 039 439	10 621 428	-418 011	-3,79%
+ <i>Dotations aux provisions et aux amortissements</i>	11 242 833	11 185 910	10 913 022	11 233 568	11 595 530	361 962	3,22%
- <i>Reprises</i>	273 782	272 090	288 939	312 138	302 215	-9 923	-3,18%
= <i>Epargne brute</i>	19 384 622	15 417 650	15 084 968	21 960 869	21 914 743	-46 127	-0,21%
- <i>Remboursement du Capital</i>	17 589 318	13 404 621	12 605 664	9 498 578	10 860 844	1 362 266	14,34%
= <i>Epargne nette</i>	1 795 304	2 013 029	2 479 304	12 462 291	11 053 899	-1 408 392	-11,30%



IV) L'EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RATIOS FINANCIERS

La gestion de l'exercice 2011 dégage un **résultat courant de fonctionnement** de **10,6M€**, montant légèrement inférieur à celui de 2010 (-0,4M€).

Si l'on consolide à ce résultat le montant des dotations aux amortissements et aux provisions (+11,6M€), et les reprises (-0,3M€) provenant de la quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat, **l'épargne brute** dégagée de la section de fonctionnement s'affiche à **21,9M€** (contre 22M€ en 2010).

Signe d'un niveau d'épargne élevé, cet autofinancement brut représente, en 2011, près de 12% des recettes réelles de fonctionnement soit un pourcentage équivalent à la moyenne des communes françaises de plus de 100 000 habitants.

La progression du capital remboursé, en 2011, de 1,4M€ (10,9M€ contre 9,5M€ en 2010) a un impact sur l'évolution de **l'épargne nette** qui s'élève à **11M€**

I - INFORMATIONS GENERALES
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (municipale et comptée à part - colonne h du recensement INSEE)	139 958
Nombre de résidences secondaires	1 114
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère	Tour(s)plus

Informations fiscales (N-2)						
Fiche DGF 2011	Potentiel fiscal et financier		Valeurs par hab. pour la commune (Pop. DGF)		Moyennes nationales de la strate/hab.	
	Fiscal	Financier			Fiscal	Financier
3 Taxes	59 275 390		617 451,98			
Taxe professionnelle	50 383 677		524 829,97		418,82	
4 Taxes	109 659 067	145 983 172	1 142 281,95	1 034,11		1 118,74

Informations financières - Ratios		Valeurs CA 2011	Moyennes nationales de la strate (1)
1	Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie/population	1 242	1 126
2	Produit des impositions directes/population	489	516
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 402	1 307
4	Dépenses d'équipement brut/population	199	309
5	Encours de dette/population	1 740	1 096
6	D.G.F./population	295	277
7	Dépenses de personnel/D.R.F.	57,9%	54,7%
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	114,6%	115,8%
9	D.R.F.+ remb. du capital de la dette/R.R.F.	94,2%	94,0%
10	Dépenses d'équipement brut/R.R.F.	14,2%	23,6%
11	Encours de dette/R.R.F.	124,1%	83,9%

(1) Source : D.G.C.L. "Les collectivités locales en chiffres 2010" (Strate de plus de 100 000 habitants hors Paris)

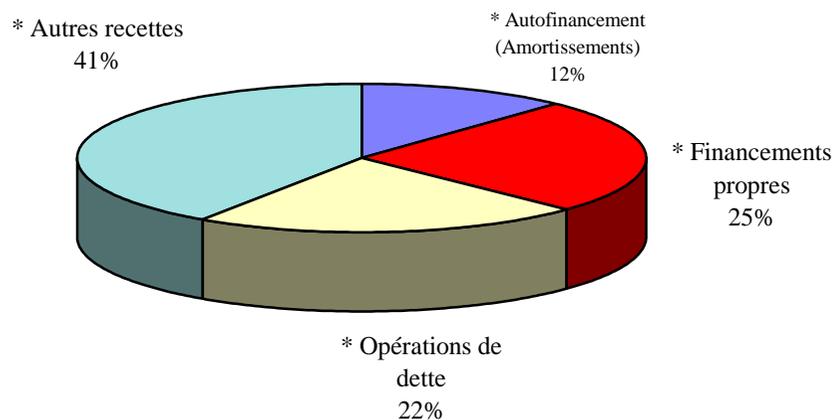
Dernier recensement connu et publié sur www.dgcl.interieur.gouv.fr

http://manage.dgcl.interieur.gouv.fr/workspaces/members/desl/documents/clench/2011/publication_globale/downloadFile/file/publication-globale.pdf?nocache=1302527601.79

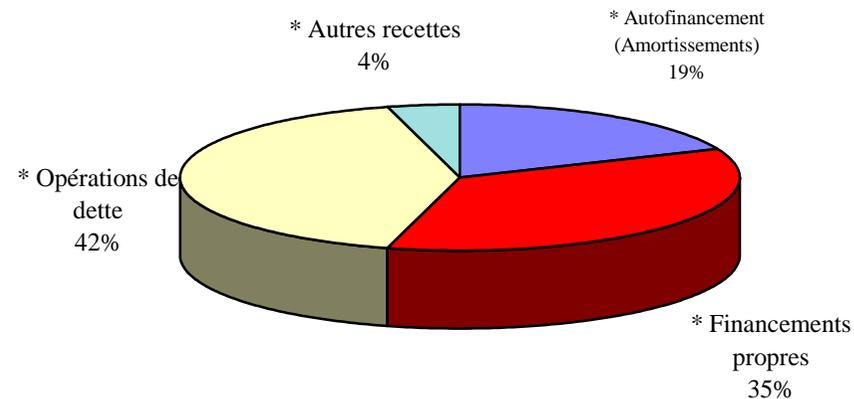
REPARTITION D'ENSEMBLE DES RECETTES PAR NATURE

RECETTES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	Montant	% d'évolution
* Autofinancement (Amortissements)	11 242 833	11 185 910	10 913 022	11 233 568	11 595 530	361 962	3,22%
* Financements propres	21 947 067	21 122 139	17 894 837	23 502 071	22 068 876	-1 433 195	-6,10%
- Dotations (FCTVA, TLE, amendes de police)	6 806 783	6 327 460	6 075 027	8 607 502	7 952 899	-654 603	-7,61%
- Cessions d'actifs	1 905 628	627 649	1 809 640	3 814 320	386 597	-3 427 723	-89,86%
- Subventions d'équipement	5 142 658	4 565 566	5 163 594	3 413 799	8 212 729	4 798 930	140,57%
- Immobilisations financières (créances....)	155 558	314 408	208 843	1 327 819	109 638	-1 218 180	-91,74%
- Excédent de fonctionnement capitalisé	7 936 440	9 287 057	4 637 732	6 338 631	5 407 013	-931 618	-14,70%
* Opérations de dette	29 378 889	82 973 735	25 323 063	20 900 003	25 994 118	5 094 115	24,37%
- Emprunts et dettes assimilées	17 943 731	10 872 259	11 000 000	9 000 003	8 758 824	-241 179	-2,68%
- Crédits long terme renouvelable	3 578 889	24 414 705	4 323 063	11 900 000	8 500 000	-3 400 000	-28,57%
- Emprunts de refinancement	7 856 269	47 686 771	10 000 000		8 735 294	8 735 294	
- ICNE							
* Autres recettes	1 491 327	159 241	378 387	37 983 029	2 588 743	-35 394 287	-93,18%
- Opérations patrimoniales	1 477 659	156 739	376 229	37 982 022	2 586 531	-35 395 491	-93,19%
- Autres recettes	13 668	2 502	2 158	1 007	2 212	1 204	119,57%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	64 060 117	115 441 025	54 509 308	93 618 671	62 247 267	-31 371 404	-33,51%

Recettes CA 2010



Recettes CA 2011



V) LES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT

L'évolution de certaines lignes budgétaires particulières (opérations patrimoniales, capacité de tirage du CLTR, emprunts de refinancement...) a des incidences certaines sur le volume global des réalisations. C'est pourquoi, la variation des masses budgétaires de cette section n'est pas significative d'un exercice sur l'autre.

Il convient surtout d'analyser la fluctuation des fonds propres d'investissement, qu'ils soient d'origine interne ou externe et les ressources exogènes à la collectivité représentées par les opérations de dettes.

Les **financements propres d'investissement** (hors prélèvement et dotations aux amortissements) s'élèvent à **22,1M€ en 2011** (contre 23,5M€ en 2010), soit une baisse de 1,4M€ par rapport à l'exercice passé, et se répartissent comme suit :

- * *dotations d'équipement* ; 8M€ (-0,6M€) en 2011 contre 8,6M€ en 2010 :
 - Fonds de Compensation de la T.V.A. : 4,8M€ (-1M€): La Ville avait reçu, en 2010, 2 années de FCTVA après son choix d'opter pour un versement anticipé dans le cadre du plan de relance mis en œuvre par le Gouvernement,
 - Taxe Locale d'Equipeement : 0,5M€ (-0,2M€),
 - Produit des amendes de police : 2,7M€ (+0,6M€) ;
- * *cessions d'actifs* : 0,4M€ (-3,4M€) ;
- * *subventions d'équipement reçues* : 8,2M€ (+4,8M€) provenant de la Région Centre (3,5M€), de Tour(s)plus (3,1M€), du Département d'Indre et Loire (0,7M€) de l'Etat (0,2M€), du SITCAT (0,3M€) et de divers autres partenaires (0,4M€) ;
- * *créances* : 0,1M€ (-1,2M€) ;
- * *excédent de fonctionnement capitalisé* de 2010 (résultat de 2010 affecté en réserves en 2011) : 5,4M€ (-0,9M€).

Le volume des recettes consacré aux **opérations de dettes** (26M€) retrace pour l'année 2011 :

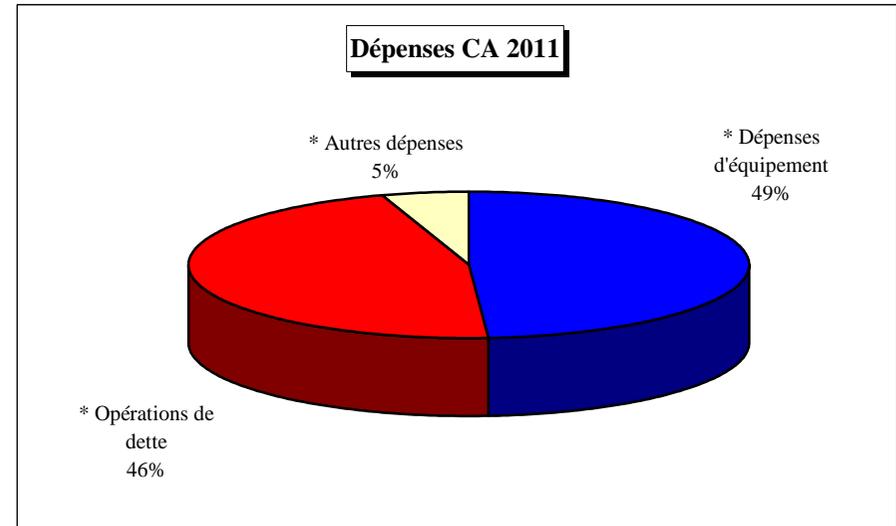
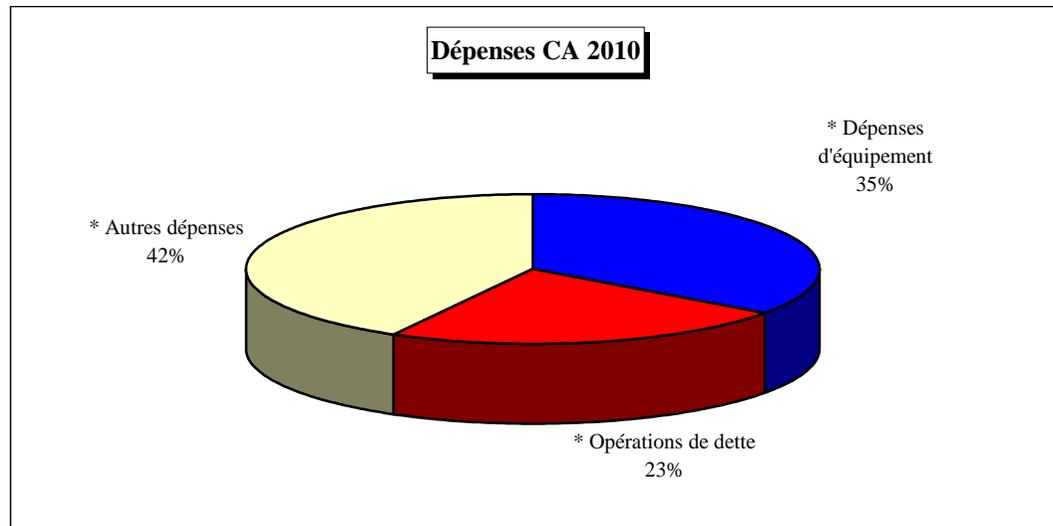
- la mobilisation de l'emprunt nouveau se rapportant à cet exercice pour 8,8M€ (contre 9M€ en 2010) ;
- la capacité de tirage des Crédits Long Terme Renouvelables pour 8,5M€ (contre 11,9M€) ;
- l'inscription d'un emprunt de refinancement pour 8,7M€.

Ces derniers mouvements trouvent leur contrepartie en dépenses au sein de la section d'investissement.

Les « **opérations patrimoniales** » enregistrent des écritures purement comptables affectant, en contrepartie, les dépenses de cette même section. Pour 2011, c'est une somme de 2,6M€ qui a été consacrée à ces flux budgétaires touchant les comptes d'actifs.

REPARTITION D'ENSEMBLE DES DEPENSES PAR NATURE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	Montant	% d'évolution
* <i>Dépenses d'équipement</i>	30 380 063	26 603 774	28 065 118	32 605 886	29 612 870	-2 993 015	-9,18%
* <i>Opérations de dette</i>	29 024 475	85 506 098	26 928 727	21 398 578	28 096 138	6 697 559	31,30%
- Remboursement de la dette (y compris C.L.T.R.)	17 589 318	13 404 621	12 605 664	9 498 578	10 860 844	1 362 265	14,34%
- Crédit long terme renouvelable (droits de tirage)	3 578 889	24 414 705	4 323 063	11 900 000	8 500 000	-3 400 000	-28,57%
- Réaménagement de la dette	7 856 269	47 686 771	10 000 000		8 735 294	8 735 294	
* <i>Autres dépenses</i>	2 606 099	632 055	1 663 718	38 956 779	3 021 982	-35 934 797	-92,24%
- Opérations patrimoniales	1 477 659	156 739	376 229	37 982 022	2 586 531	-35 395 491	-93,19%
- Autres dépenses	1 128 440	475 316	1 287 489	974 756	435 451	-539 305	-55,33%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	62 010 638	112 741 927	56 657 563	92 961 242	60 730 990	36 303 679	64,08%



VI) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'équipement ont mobilisé **29,6M€** de crédits de paiement en 2011, répartis de la manière suivante :

- 23,9M€ d'opérations diverses touchant les mouvements réels des comptes d'immobilisations (20-21-23) dont 2M€ affectés à des subventions d'équipement (1M€ pour le logement social) ;
- 3,7M€ dédiés aux travaux en régie ;
- 2M€ consacrés à des créances (compte 2764) versés à la SET pour la construction du parking "L'Heure Tranquille" sur le quartier des Deux Lions.

Le détail des opérations réalisées au cours de cette année 2011 figure dans le document officiel comptable. A ce titre, peuvent être cités les travaux de dévoiement des réseaux nécessaires à l'arrivée du tramway (2,9M€), la construction de la tribune nord au stade de la Vallée du Cher (2,2M€) ou l'achèvement de la Halle de Monconseil (1,7M€).

Le financement de ce plan d'équipement est assuré par l'épargne nette pour 11M€ (37%), l'emprunt pour 8,8M€ (30%) et les autres ressources d'investissement pour 9,8M€ (33%).

En dépenses, les **opérations de dette** retracent principalement les mouvements consacrés aux remboursements du capital des emprunts.

Pour 2011, ce montant s'élève à 10,9M€ (contre 9,5M€ en 2010). Le flux net de dette, qui correspond à la différence entre les emprunts nouveaux (8,8M€) et les remboursements, s'établit donc à -2,1M€.

En dehors des opérations patrimoniales (2,6M€), **les autres dépenses** (0,4M€) retracent principalement des écritures comptables liées à des mouvements d'ordre (ne donnant pas lieu à décaissement effectif), à savoir la reprise de subventions au compte de résultat (0,3M€) et la constatation de moins-values sur les cessions d'actif (0,1M€) .

**EVOLUTION DE L'ENCOURS
ET DE L'ANNUITE DE LA DETTE
AU 31/12/N**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
ENCOURS DETTE HORS CLTR DE LA VILLE (1)	230 264 065	250 825 995	243 526 241	244 645 578	221 278 754	222 214 714	224 161 570	214 653 863
<i>EVOLUTION</i>	-2 034 025 -0,88%	20 561 930 8,93%	-7 299 754 -2,91%	1 119 337 0,46%	-23 366 824 -9,55%	935 960 0,42%	1 946 856 0,88%	-9 507 707 -4,24%
ENCOURS C.L.T.R. (2)	32 407 764	5 057 038	4 341 138	3 578 889	24 414 705	21 873 080	19 427 647	26 833 334
<i>EVOLUTION</i>	-1 698 283 -4,98%	-27 350 726 -84,40%	-715 900 -14,16%	-762 249 -17,56%	20 835 816 582,19%	-2 541 625 -10,41%	-2 445 433 -11,18%	7 405 687 38,12%
ENCOURS TOTAL (3) = (1+2)	262 671 829	255 883 033	247 867 379	248 224 467	245 693 459	244 087 794	243 589 217	241 487 197
<i>EVOLUTION</i>	-3 732 308 -1,40%	-6 788 796 -2,58%	-8 015 654 -3,13%	357 088 0,14%	-2 531 008 -1,02%	-1 605 665 -0,65%	-498 577 -0,20%	-2 102 020 -0,86%
ANNUITE DE LA DETTE	31 491 067	30 048 117	31 479 528	30 975 026	26 999 633	25 932 881	21 849 486	23 051 667
<i>EVOLUTION</i>	-6,33%	-4,58%	4,76%	-1,60%	-12,83%	-3,95%	-15,75%	5,50%
- Intérêt	13 987 975	12 827 076	13 366 729	13 385 707	13 595 012	13 327 217	12 350 908	12 190 823
- Capital dette courante (hors CLTR)	15 398 318	16 399 505	17 396 898	16 827 073	11 068 186	10 064 039	7 053 145	6 535 923
- Capital dette du CLTR	1 698 286	1 739 289	715 901	762 246	2 336 435	2 541 625	2 445 433	4 324 921
- Variation des ICNE (D-R)	406 488	-917 753	0	0	0	0	0	0

VII) L' ENCOURS DE LA DETTE

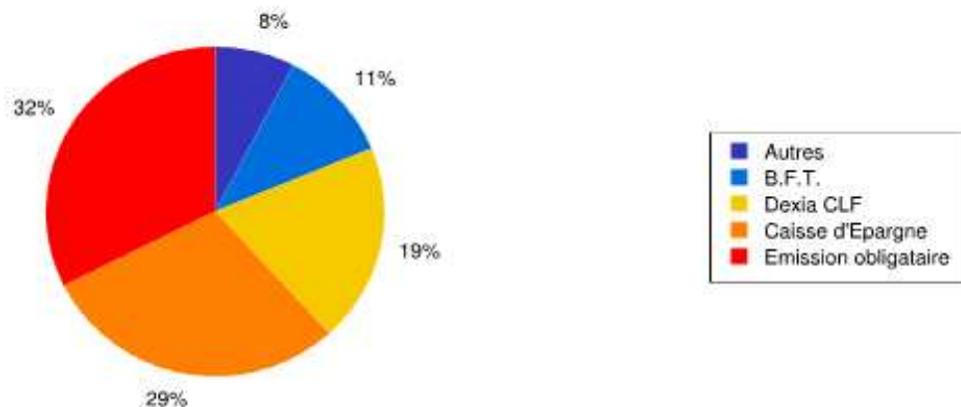
L'encours de la dette s'élève au 31/12/2011 à 241,5M€ (-2,1M€ par rapport au 31/12/2010). Si celui-ci reste encore important en comparaison des villes de même strate, l'effort entrepris depuis 1995 pour alléger cette charge porte ses fruits à la lecture des indicateurs suivants :

- encours de dette : 284M€ en 1995, 241,5M€ en 2011 soit -42,5M€ ;
- encours de la dette/population : 2 150€ en 1995, 1 740€ en 2011
- capacité de désendettement (encours/CAF brute) : 43 ans en 1995, 11 ans en 2011;
- annuité de la dette : 37M€ en 1995, 23M€ en 2011;
- besoin d'emprunt : 19M€ en 1995, 8,8M€ en 2011.

L'encours est composé de 28 emprunts et de 4 contrats revolving répartis auprès de 9 établissements prêteurs. Les produits de couverture ont été contractés auprès de 5 salles de marché et sont composés de 11 contrats de swap.

Il se répartit autour des groupes bancaires suivants :

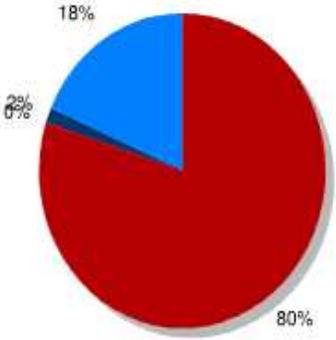
Répartition du CRD par banque



Son taux moyen s'élève à : **5,03 % (4,47% après swaps)** alors que sa durée résiduelle moyenne est de **12 ans et 8 mois** et sa durée de vie moyenne est de : **11 ans et 2 mois**.

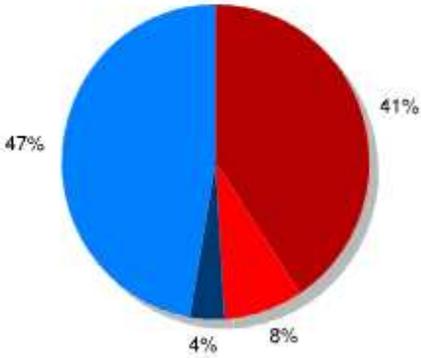
La structure de la dette hors swaps

Répartition Fixe/Variable



La structure de la dette après swaps

Répartition au 31/12/2011



LES BUDGETS ANNEXES
COMPTE ADMINISTRATIF 2011

**BUDGET DU SERVICE DE L'EAU
RESULTAT DE L'EXERCICE 2011**

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	12 957 152,45	20 033 310,42	32 990 462,87
- Réalisations - Titres émis	6 032 442,45	18 055 135,62	24 087 578,07
- Restes à réaliser	3 800 000,00		3 800 000,00
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	12 957 152,45	20 033 310,42	32 990 462,87
- Réalisations - Mandats émis	8 150 604,50	15 300 143,87	23 450 748,37
- Restes à réaliser	3 179 143,54		3 179 143,54
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou déficit	-2 118 162,05	2 754 991,75	636 829,70
RESTES A REALISER			
- Résultat	620 856,46		620 856,46

RESULTAT DE CLOTURE 2011

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2011</i>	<i>Résultat de clôture 2011</i>
INVESTISSEMENT	-1 063 621,22		-2 118 162,05	-3 181 783,27
FONCTIONNEMENT	5 046 852,45	4 209 242,03	2 754 991,75	3 592 602,17
TOTAL	3 983 231,23	4 209 242,03	636 829,70	410 818,90

BUDGET ANNEXE DE L'EAU
COMPTE ADMINISTRATIF 2011

Le **résultat de l'exercice** 2011 dégage un excédent global de 0,6M€ (contre 2,2 M€ en 2010), réparti comme suit :

- * +2,7 M€ pour la section de fonctionnement (contre +2,3M€ pour l'exercice 2010) ;
- * -2,1M€ pour la section d'investissement (contre -0,13M€ pour 2010).

L'excédent global de clôture, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'élève à 0,4M€ contre 4M€ l'an dernier, soit :

- * +3,6M€ pour le fonctionnement (contre +5M€ en 2010) ;
- * -3,2M€ pour l'investissement (contre -1M€ en 2010)

Si l'on intègre à ce résultat global l'excédent des restes à réaliser (0,6M€), le disponible réel ressort à 1M€ à la fin de l'année 2011 (contre 0,8M€ au 31 décembre 2010).

Cette année, les recettes de la vente de l'eau affichent une légère progression de 1,88% (+0,2M€) portée par la revalorisation des tarifs appliquée aux usagers (1,5%). Depuis quelques années, on observe une baisse de la consommation de l'eau confirmée en 2011 par une réduction de -4,8%.

Les autres produits de gestion courante affichent une importante variation (+7,5M€) du fait de la comptabilisation, en 2011, de la redevance assainissement perçue par la Ville pour le compte de Tour(s)plus.

Concernant les dépenses, les charges à caractère général (chapitre 011) connaissent une augmentation de +7,24% (+0,1M€) provenant, pour l'essentiel, de la hausse des coûts des matières premières et des prestations de services.

Les charges de gestion courante suivent la même tendance que les produits de même nature en lien avec le reversement de la redevance assainissement à Tour(s)plus.

Les charges de personnel connaissent une progression de +4,72% (0,1M€) due à la refonte de la catégorie B filière technique et aux coûts du GVT.

SERVICE DE L'EAU - COMPTE ADMINISTRATIF 2011- FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2010	CA 2011	DIFFERENCE		CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2010	CA 2011	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	1 582 592,25	1 697 207,03	114 614,78	7,24%	70	Ventes de produits	9 960 644,75	10 148 018,43	187 373,68	1,88%
012	Charges du personnel et frais ass.	2 077 231,60	2 175 377,95	98 146,35	4,72%	72	Production immobilisée				
65	Autres charges de gestion courante	2 090,13	7 468 399,64	7 466 309,51		75	Autres produits de gestion courante	9 792,00	7 476 237,67	7 466 445,67	
66	Charges financières	68 841,91	109 013,44	40 171,53	58,35%	77	Produits exceptionnels	12 109,66	16 471,46	4 361,80	36,02%
67	Charges exceptionnelles	69 979,22	33 824,70	-36 154,52	-51,66%	013	Atténuation de charges			0,00	
014	Atténuations de produits	2 392 007,00	2 102 699,00	-289 308,00	-12,09%	042	Opérat. ordre transf. entre sections	362 796,42	414 408,06	51 611,64	14,23%
042	Opérat. ordre transf. entre sections	1 794 722,19	1 713 622,11	-81 100,08	-4,52%						
	DEPENSES TOTALES	7 987 464,30	15 300 143,87	7 312 679,57	91,55%		RECETTES TOTALES	10 345 342,83	18 055 135,62	7 709 792,79	74,52%

SERVICE DE L'EAU - COMPTE ADMINISTRATIF 2011 - INVESTISSEMENT

CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2010	CA 2011	DIFFERENCE		CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2010	CA 2011	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
13	Subventions d'investissement					13	Subvention d'investissement	5 711,00	109 578,31	103 867,31	1818,72%
16	Emprunts et dettes assimilées	81 015,95	113 438,24	32 422,29	40,02%	16	Emprunts et dettes assimilées	1 500 000,00	0,00	-1 500 000,00	-100,00%
20	Immobilisations incorporelles	78 273,39	29 947,00	-48 326,39	-61,74%	10	Dotations, réserves	1 569 143,78	4 209 242,03	2 640 098,25	168,25%
21	Immobilisations corporelles	1 439 911,33	1 389 915,45	-49 995,88	-3,47%	040	Opérat. ordre transf. entre sections	1 794 722,19	1 713 622,11	-81 100,08	-4,52%
23	Immobilisations en cours	3 069 559,30	6 202 895,75	3 133 336,45	102,08%	041	Opérations patrimoniales	668 732,00	0,00	-668 732,00	-100,00%
040	Opérat. ordre transf. entre sections	362 796,42	414 408,06	51 611,64	14,23%	26	Participations et créances rattachées	25 916,33	0,00	-25 916,33	-100,00%
041	Opérations patrimoniales	668 732,00	0,00	-668 732,00	-100,00%	27	Autres immobilisations financières	744,86	0,00	-744,86	-100,00%
	DEPENSES TOTALES	5 700 288,39	8 150 604,50	2 450 316,11	42,99%		RECETTES TOTALES	5 564 970,16	6 032 442,45	467 472,29	8,40%

Contrairement aux années précédentes, les charges financières augmentent sensiblement pour s'élever à 0,1M€ sous l'effet de la mobilisation d'un emprunt de 1,5M€, engagé en 2010, pour financer le dévoiement des réseaux lié à l'arrivée du tramway.

La Capacité d'Autofinancement (CAF) Brute croît de 7% passant de 4,1M€ à 4,4M€. Parallèlement, la CAF nette suit la même tendance en progressant de 7% cette année (4,3M€ contre 4M€ en 2010). Le remboursement du capital de la dette passe de 0,08M€ en 2010 à 0,11M€ en 2011.

L'encours de la dette s'établit à 2 M€ au 31/12/2011 (contre 2,2M€ l'année dernière). Le ratio de désendettement (encours/C.A.F. brute) est de 0,47 année contre 0,53 en 2010.

En 2011, la somme consacrée au plan d'équipement s'est élevée à 8M€ contre 5,6M€ l'an dernier. Les travaux de dévoiement des réseaux de distribution d'eau préalablement à la construction de la ligne de tramway ainsi que l'accélération des travaux liés à la réhabilitation et à la mise en sécurité des captages de l'île aux vaches" expliquent cette progression.

Ces dépenses ont été complètement autofinancées par les ressources propres de la section d'investissement. Le fonds de roulement à la clôture de l'exercice 2011 s'élève à 0,4M€ (contre 3,9M€ en 2010).

BUDGET DES ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES RESULTAT DE L'EXERCICE 2011

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	114 575,85	6 751 255,60	6 865 831,45
- Réalisations - Titres émis	64 434,75	6 147 476,39	6 211 911,14
- Restes à réaliser			0,00
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	114 575,85	6 751 255,60	6 865 831,45
- Réalisations - Mandats émis	32 507,15	6 428 946,04	6 461 453,19
- Restes à réaliser	32 857,09		32 857,09
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou déficit	31 927,60	-281 469,65	-249 542,05
RESTES A REALISER			
- Déficit ou excédent	-32 857,09		-32 857,09

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2011

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2011</i>	<i>Résultat de clôture 2011</i>
INVESTISSEMENT	36 478,85		31 927,60	68 406,45
FONCTIONNEMENT	853 846,60		-281 469,65	572 376,95
TOTAL	890 325,45	0,00	-249 542,05	640 783,40

BUDGET ANNEXE DES ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES

COMPTE ADMINISTRATIF 2011

Le **résultat de l'exercice** 2011 dégage un déficit global de -0,25M€ (contre -0,015M€ en 2010) provenant essentiellement de la section de fonctionnement (-0,3M€ contre -0,016M€ en 2010).

L'excédent global de clôture, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'établit, quant à lui, à +0,6M€ contre +0,9M€ en 2010 soit une baisse de -28%.

Le financement de ce budget est assuré à plus de 86,7% (5,3M€) par des participations reçues provenant de :

- Ville de Tours à hauteur de 3,3 M€ (soit 61,73% du montant total de ces participations) ;
- Conseil Régional 1,2 M€ (23,50%) dont 0,15 M€ pour le Lyrique et 1,1M€ pour le symphonique ;
- Etat 0,55 M€ (10,29%) ;
- Conseil Général 0,2M€ (3,75%) ;
- Partenariat privé 0,04M€ (0,73%).

Le principal poste de dépenses est constitué des charges de personnel (5,2M€, soit 81% des charges totales) qui progressent de 3,39% (+0,17M€) entre les deux exercices.

**BUDGET DU CREMATORIUM
RESULTAT DE L'EXERCICE 2011**

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	210 684,13	466 385,09	677 069,22
- Réalisations	77 476,77	164 748,19	242 224,96
- Restes à réaliser			
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	77 800,00	164 000,00	241 800,00
- Réalisations	68 214,52	101 106,69	169 321,21
- Restes à réaliser	0,00		0,00
RESULTAT DE L'EXERCICE			
Résultat (Excédent/Déficit)	9 262,25	63 641,50	72 903,75
RESTES A REALISER			
- Résultat	0,00	0,00	0,00

RESULTAT DE CLOTURE 2011

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2011</i>	<i>Résultat de clôture 2011</i>
INVESTISSEMENT	132 884,13		9 262,25	142 146,38
FONCTIONNEMENT	302 385,09	0,00	63 641,50	366 026,59
TOTAL	435 269,22	0,00	72 903,75	508 172,97

BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

COMPTE ADMINISTRATIF 2011

Les communes sont seules compétentes pour créer et gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums. A ce titre, les opérations afférentes à l'exploitation d'un crématorium sont assujetties de plein droit à la T.V.A. et doivent donc être retracées dans un budget annexe.

La Ville a confié, à la SEM des Pompes Funèbres Intercommunales, la gestion de cet équipement moyennant le versement d'une redevance égale, en 2011, à 160 268€.

En contrepartie, elle assure les obligations liées au propriétaire. Une restructuration complète du crématorium d'Esvres a été réalisée il y a quelques années. Les travaux, dont le coût s'est élevé à 1,18 M€, ont été financés par un emprunt à hauteur de 1M€.

L'encours de la dette au 31/12/2011 s'élève à 0,7M€. Les échéances sont entièrement couvertes par le montant de la redevance versé par la SEM Pompes Funèbres Intercommunales.

Le **résultat de l'exercice** 2011 dégage un excédent global identique à celui de l'année dernière soit + 0,07M€.

L'excédent global de clôture, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'élève, cette année, à 0,5M€ contre 0,4M€ en 2010 soit une augmentation de 16,75%.

BUDGET DU SERVICE DES PRESTATIONS CIMETIERES
RESULTAT DE L'EXERCICE 2011

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	207 336,56	407 980,83	615 317,39
- Réalisations	88 055,14	189 225,06	277 280,20
- Restes à réaliser			0,00
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	207 336,56	407 980,83	615 317,39
- Réalisations	88 555,15	257 606,13	346 161,28
- Restes à réaliser	23 430,22		23 430,22
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou Déficit	-500,01	-68 381,07	-68 881,08
RESTES A REALISER			
- Résultat	-23 430,22	0,00	-23 430,22

RESULTAT DE CLOTURE 2011

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2011</i>	<i>Résultat de clôture 2011</i>
INVESTISSEMENT	79 236,56		-500,01	78 736,55
FONCTIONNEMENT	172 980,83	0,00	-68 381,07	104 599,76
TOTAL	252 217,39	0,00	-68 881,08	183 336,31

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS CIMETIERES

COMPTE ADMINISTRATIF 2011

Le **résultat de l'exercice** 2011 fait apparaître un déficit global de -0,07M€ (contre -0,03M€ en 2010). Le solde **global de clôture**, qui tient compte de la reprise des résultats de l'exercice précédent, apparaît, quant à lui, en positif à hauteur de 0,18M€ (contre 0,25M€ en 2010).

Après le financement des restes à réaliser (23 430,22€), le résultat réel disponible ressort à 0,16M€ contre 0,18M€ en 2010.

Les recettes provenant des droits annexes aux missions de service public dans les cimetières sont principalement affectées au fonctionnement de ce service et à l'acquisition de matériels nécessaires à son activité.